

#### 4.3 La création des commissions de travail sous la méthode Voir-juger-agir

Une analyse de la méthodologie organisationnelle suivie dans la mise sur pied de la REC met en évidence une sorte de symbiose faite à partir de l'adoption de certains éléments provenant du Vatican II et d'autres provenant de la Deuxième assemblée générale de l'Épiscopat latino-américain, tenue à Medellín. Ainsi, la création des commissions ante-préparatoire, préparatoire et des différentes commissions de travail nous approche du Vatican II, tandis que l'adoption de la méthode Voir-juger-agir, nous approche du document de travail de Medellín.

Une fois l'idée d'un Puebla cubain acceptée par les évêques, l'étape suivante serait la création des commissions en charge de constater l'état réel du catholicisme à l'époque. En avril 1981, dans la ville de Camagüey, la Commission ante-préparatoire initia ses travaux dans le but de connaître les aspirations, les inquiétudes, les problèmes et les espoirs des catholiques cubains<sup>559</sup>. Le document sorti des travaux de la Commission est connu sous le nom de « Document de Camagüey », belle pièce où on déclare l'intention de la réflexion :

[...] la réflexion ne veut pas (produire) un document ou un synode, mais il veut faire réfléchir l'Église sur son être et ses tâches, dans le passé, dans le présent et dans l'avenir, de manière à ce que la réflexion débouche sur une rencontre qui prendrait certaines options pastorales<sup>560</sup>.

En outre, le document de Camagüey sera la feuille de route de la réflexion et la rencontre de tous les catholiques. L'Église cubaine se trouvait déjà sur la voie de Vatican II.

À la suite de l'approbation du document de Camagüey, la Conférence épiscopale donna le feu vert à la création de la Commission préparatoire, dont la direction revenait Monseigneur Azcárate. Les deux premières tâches de la nouvelle Commission furent, (1) coordonner le processus par lequel la commission mettrait entre les mains de chaque Église le projet de la Réflexion ecclésiale cubaine (REC) et (2) la création des différentes sous-commissions dans le but de constater l'état actuel et réel de l'Église, les données fournies par les sous-commissions opéreraient comme le point de départ de la REC. Les trois sous-commissions seraient: (1) Théologie, sous

<sup>559</sup> *Encuentro nacional eclesial cubano, Documento final e instrucción pastoral de los obispos*, Roma, Tipografía Don Bosco, 1987, p. 17.

<sup>560</sup> *Ibidem*.

la direction du Monseigneur Alfredo Petit ; (2) Histoire, sous la direction du prêtre Pastor González et (3) la sous-commission d'enquête dirigée par le prêtre Bruno Roccaro<sup>561</sup>.

Réfléchir au présent de l'Église cubaine dans une société dont le parti-État (la seule institution avec participation légale dans les décisions impliquant la société) était adversaire *de facto* et *de jure* des religions et des églises, imposait au catholicisme cubain d'interroger l'histoire « afin de redécouvrir pas à pas le projet original et prophétique de DIEU pour son Église »<sup>562</sup>. Cette analyse historique impliquait aussi le fait de mettre en évidence la présence de l'Église dans les différents moments historiques de la nation cubaine.

C'est pour cela que les travaux de la Réflexion ecclésiale Cubaine prennent comme point de départ le lieu du catholicisme dans l'histoire cubaine. En 1983, dans les Communions annuelles dans le Sanctuaire de « *El Cobre* » la conférence épiscopale décida de renommer la Commission préparatoire : dorénavant elle serait connue sous le nom de Commission centrale, et son nouveau président serait Monseigneur Jaime Ortega Alamino. L'année suivante, en 1984, la Commission centrale se réunit à La Havane pour entreprendre l'analyse des données collectées par les différentes sous-commissions. C'était la première fois que l'Église catholique cubaine s'auto-examinait. De plus, c'était la première fois, depuis 1957, que l'Église catholique faisait une étude de sociologie assez approfondie afin de constater sa propre réalité. La REC se révélait dans l'horizon ecclésial cubain comme l'une des tentatives les plus sérieuses de la part de l'Église pour se connaître afin de dessiner une pastorale en accord avec sa propre réalité et ses propres désirs et besoins. À partir des renseignements apportés par les travaux des commissions, le document de consultation de la Rencontre ecclésiale cubaine serait rédigé. Le document de consultation est une brochure d'une trentaine<sup>563</sup> de pages dans lequel on observe trois parties : la première concerne le lieu du catholicisme dans le devenir historique de la nation cubaine; la deuxième est une sorte d'essai théologique expliquant les raisons pour lesquelles l'engagement de l'Église avec le Christ doit traverser toutes les

---

<sup>561</sup> *Ibidem*, p. 18.

<sup>562</sup> Manuel Martínez, « El ENEC 20 años después, deuda o compromiso » Revue *Verdad y Esperanza*, publication de la Union católica de prensa de Cuba, édition consacrée au 20 anniversaire de la célébration de l'ENEC, 2005, p. 34.

<sup>563</sup> *Documento de consultación para el debate y discusión en las comunidades cristianas*, Conférence des évêques de Cuba, brochure dactylographiée, Centre culturel Félix Varela, la Havane (brochure dactylographiée).

époques, ce qui impose l'adaptation de son message, de son vocabulaire et même de ses structures, et non de sa doctrine, aux individus de chaque époque. Finalement, une troisième partie invite les sujets à débattre. Cette dernière est élaborée en partant du discours de l'encyclique *Ecclesiam suam* :

Nous pensons que c'est aujourd'hui un devoir pour l'Église d'approfondir la conscience qu'elle doit avoir d'elle-même, du trésor de vérité dont elle est l'héritière et la gardienne, et de la mission qu'elle doit exercer dans le monde. Même avant de proposer l'étude de quelque question particulière, et même avant de considérer l'attitude à prendre en face du monde qui l'entoure, l'Église doit en ce moment réfléchir sur elle-même pour se confirmer dans la science des desseins divins sur elle-même, pour retrouver plus de lumière, une nouvelle énergie et une plus grande joie dans l'accomplissement de sa propre mission et pour déterminer les meilleurs moyens de rendre plus étroits, efficaces et bienfaisants ses contacts avec l'humanité à qui elle-même appartient, bien qu'elle s'en distingue par des caractères propres, sans confusion possible<sup>564</sup>.

Le document de travail propose de réfléchir autour de ces trois questions : Église, quelle perception as-tu de toi-même? Église, quelle perception le monde a-t-il de toi? Église, que peux-tu faire pour transmettre le message de paix, d'amour et de réconciliation au monde qui t'entoure? Ces trois questions, simples dans leur élaboration, mais profondes quant à la réflexion qu'elles produisent, déclenchèrent le grand éveil du catholicisme cubain.

L'importance de ce document réside dans le fait que c'est le document de base devant être envoyé à chaque diocèse et paroisse pour en discuter et, le cas échéant, l'enrichir ou le transformer. Pour diriger sa rédaction, trois prêtres furent nommés: Juan de Dios Hernández, Rodolfo Lamas et Antonio Rodríguez. À cette époque, compte tenu de l'enthousiasme et le besoin urgent d'avancer pour le chemin du renouveau ecclésial, les évêques suggérèrent une date entre les mois de février 1985 et février 1986 pour célébrer la Rencontre ecclésiale nationale cubaine<sup>565</sup>.

Laissons de côté pour un instant l'histoire pour consacrer quelques lignes à théoriser sur la Réflexion ecclésiale cubaine. Qu'est-ce que la Réflexion ecclésiale cubaine en

---

<sup>564</sup> Paul VI, « Lettre encyclique du souverain pontife Paul VI à nos vénérables frères patriarches, primats, archevêques évêques et autres ordinaires, en paix et communion avec le siège apostolique, au clergé et aux fidèles de l'univers, ainsi qu'à tous les hommes de bonne volonté », [[http://w2.vatican.va/content/paul-vi/fr/encyclicals/documents/hf\\_p-vi\\_enc\\_06081964\\_ecclesiam.html](http://w2.vatican.va/content/paul-vi/fr/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_06081964_ecclesiam.html)] (consulté le 2 mai 2017).

<sup>565</sup> Conferencia episcopal cubana, *ENEC Encuentro nacional eclesial cubano, Documento final e instrucción pastoral de los obispos*, Roma, Tipografía Don Bosco, 2005, p. 19.

essence et comment cet événement se relie-t-il à la réception et mise en œuvre du concile Vatican II à Cuba? Nous croyons avoir exposé, grosso modo, une synthèse de l'événement qui déclencha la réflexion de l'Église cubaine. Maintenant essayons de systématiser et conceptualiser l'événement.

La Réflexion ecclésiale cubaine est le procédé par lequel le catholicisme cubain examine sa place dans la vie nationale (*Ecclesiam Suam*), dans un moment où le gouvernement s'est donné la tâche de l'isoler et de réduire la religion, catholique dans ce cas, à affaire privée. Cette rupture avec la société, artificielle et forcée bien entendu, aura des conséquences négatives tant pour le catholicisme que pour la société. Le premier, le catholicisme, se vit privé de continuer sa mission fondamentale, l'évangélisation des Cubains, dans une ambiance de garanties et de respect et de donner suite à l'œuvre sociale qui avait fait tant de bien au peuple cubain. En plus de cela, ce clivage arrêta l'Église dans le temps, en retardant le processus de rénovation entamé par le catholicisme mondial. En ce sens, le catholicisme cubain se vit isolé et non-impliqué au même degré dans la rénovation conciliaire. La deuxième, la société, se vit privée des services spirituels et matériels qui ne pouvaient plus être fournis que par l'Église. Le Cubain, un homme plein de foi, resta à la dérive, et le peuple fut obligé de couper avec son passé. Socialement parlant, le dommage le plus significatif et douloureux fut dans le champ de la morale. Le fait de divorcer l'homme de l'idée de Dieu, créa un vide spirituel, un homme sans crainte ni respect d'autrui, une société-jungle. Paradoxalement le sujet de cette société, l'homme sans Dieu, serait l'homme nouveau selon la théorie marxiste développée par le mytique Ernesto *Ché* Guevara, le prototype idéal de la société communiste. Ce que le *Ché* Guevara ne fut jamais capable d'imaginer est que cet homme sans Dieu, dans une société qui ne put jamais résoudre les problèmes socio-économiques associés au sous-développement, transforma sa société en un lieu de lutte pour la survie. L'athéisme effaça toute idée de fraternité entre les hommes, bref, les évêques cubains ne se trompaient pas lorsqu'en 1959, dans le Premier congrès catholique, ils exprimaient que quand « on prétend d'enlever chez l'homme l'idée de Dieu, sans Dieu, on enlève la seule raison du véritable amour entre les hommes ». Un jour, lorsque les sciences sociales dans l'île se libéreront de la tutelle absolutiste du marxisme et que celles-ci pourront étudier les causes de la grande obscurité morale

survenue chez « l'homme nouveau », les vraies conséquences d'avoir éteint les lumières du phare qu'est l'Église seront connues.

La REC est l'expression d'un examen conscient à la lumière des enseignements de l'Évangile, du Concile Vatican II, des Deuxième et Troisième conférences de l'Épiscopat latino-américain, du magistère pontifical et, très spécialement, d'*Evangelii nuntiandi*<sup>566</sup>. De cet examen à la lumière du Vatican II, l'Église constate non seulement la lente intégration de ses enseignements à la pastorale et à la vie des croyants, mais la non-réconciliation de l'Église avec son époque et son contexte et l'absence d'une pastorale spécialement dessinée à introduire ses enseignements. L'Église, en avançant à un rythme inférieur à celui de l'époque et aux nouvelles circonstances sociales, risquait de se scléroser. De l'analyse des documents et des enseignements de Medellin et Puebla, le catholicisme cubain tirera une malheureuse conclusion : le chemin pris par la théologie latino-américaine s'éloigne de celui pris par la réflexion théologique née de la situation réelle du catholicisme cubain. Le principe est simple : les asymétries théologiques entre Cuba et son contexte géo-social immédiat sont l'expression des asymétries sociopolitiques des deux contextes. Néanmoins les deux principes seront repris, le principe de *aggiornamento* et le principe d'Église servante de son peuple. De l'encyclique *Evangelii nuntiandi*, l'Église prend le principe de l'auto-analyse et de la réflexion sur les méthodes utilisées pour parvenir à une évangélisation efficace. À la tête de ces sources d'inspiration seront placés la Bible et les documents magistériels, une référence claire du caractère christocentrique de la REC. Tout le nécessaire pour élaborer une pastorale adéquate aux circonstances cubaines serait tiré de la suffisance de ces sources. Il ne faut rien chercher en dehors de ces sources.

Bien que les premières idées qui façonnent la REC affluent en 1979, à très peu de temps du retour de la délégation cubaine de la conférence de Puebla, son moment de splendeur sera entre 1981 et 1985. Au cours de ces années seront créées un ensemble de commissions en charge d'élaborer les documents de travail, mais ce qui est le plus important est qu'à cette époque les églises seront mises en « état de concile » ; par là

---

<sup>566</sup> «Instrucción Pastoral de los Obispos de Cuba Promulgación del Documento Final del Encuentro Nacional eclesial Cubano» dans *Documento final e instrucción pastoral de los obispos*, Rome, Tipografia Don Bosco, 1987, p. 228.

nous comprenons la participation consciente des églises dans leur propre processus de rénovation.

La REC n'est pas un processus fortuit au milieu de l'histoire de l'Église catholique qui est à Cuba. Bien au contraire, elle révèle l'état de maturité d'une église qui, ayant dépassé les effets de l'ébranlement étourdissant des premières années du grand changement politique, reprend conscience de son rôle prophético-historique et imagine une manière de s'impliquer dans une société dont la direction politique lui est fortement hostile. Comme tout processus conscient, dans la quête d'une place dans la société où elle vit et se développe, l'Église doit forcément connaître tous les obstacles, intérieurs et extérieurs, pour établir, par la suite, un programme pastoral effectif et opérant en tenant compte de ces circonstances. Cela a été, justement, la REC. Finalement, il est important de dire que la REC ne serait pas une fin en elle-même, mais le préalable de la Rencontre ecclésiale nationale cubaine (ENEC), qui serait, à son tour, le moment où le catholicisme cubain, à la suite d'une auto-analyse, serait en mesure d'établir une pastorale adaptée aux circonstances de la société cubaine.

#### **4.4 D'autres changements dans le chemin vers l'*aggiornamento***

Le chemin de la REC fut aussi dégagé par d'autres changements. Dans les années 80, l'Église catholique met en œuvre certaines réformes visant, probablement, à détendre les relations avec le gouvernement. Entre le 16 et 18 juin de 1982, la Conférence épiscopale cubaine, décida son propre renouveau<sup>567</sup>. La nouvelle direction demeura ainsi : Président de la Conférence, Monseigneur Adolfo Rodríguez, évêque de Camagüey ; vice-président, Monseigneur Jaime Ortega Alamino, archevêque de La Havane ; Secrétaire, Monseigneur Fernando Prego, évêque de Cienfuegos-Santa Clara ; intégrant le Comité permanent, en plus de trois évêques cités ci-haut, Monseigneur Pedro Meurice, archevêque de Santiago de Cuba et délégué de la Conférence auprès du CELAM, l'archevêque de La Havane, son remplaçant étant Monseigneur José Ciro González, évêque de Pinar del Río.

Une fois les travaux des commissions et le document à discuter aux niveaux paroissiaux et diocésains consolidés, on procéda à la célébration des réunions diocésaines, lesquelles s'effectuèrent entre les 28 avril et le 23 juin 1985. Les

---

<sup>567</sup> Revue Vida, no 952, Dimanche 26 septembre 1982.

assemblées, au-delà du fait de servir d'espace de débats sur plusieurs thématiques impliquant la vie de l'Église dans la société cubaine, furent un acte de bonne foi envers les autorités civiles et une opportunité pour l'œcuménisme. Dans certains diocèses, le comité organisateur des assemblées envoya des invitations aux représentants du gouvernement local et aux pasteurs protestants des villes<sup>568</sup>. Au vrai, l'histoire de l'œcuménisme et la cordialité entre les diverses dénominations chrétiennes de l'île, sujet non étudié jusqu'au présent, est un fait étroitement lié au traitement reçu par les églises de la part de l'État. Une leçon historique non-apprise par les autorités temporelles : la persécution n'a jamais été la bonne méthode pour détruire l'Église, ni non plus pour décourager les chrétiens. Partout où cette méthode a été mise en œuvre, les résultats ont été tout à fait opposés à ceux désirés. Le raffermissement de l'Église, la consolidation des liens entre les chrétiens, le rattachement de plus en plus fort à l'idée en laquelle on croit, ont été, à maintes reprises, des réponses à la persécution et aux tentatives d'effacer la religion. C'est une vieille leçon historique née aux jours des catacombes et non-apprise par certaines autorités civiles.

Le diocèse de Pinar del Río effectua son assemblée entre le 26 et le 28 avril 1985. Sous la direction de l'évêque Monseigneur José Siro González Bacallao, environ 70 délégués provenant des églises du diocèse participèrent. Le diocèse de Cienfuegos-Santa Clara, effectua ses séances à partir du 26 avril 1985 sous la coordination de l'évêque Monseigneur Fernando Prego Casal, auxquelles participèrent 67 délégués. Pour sa part, le diocèse de Camagüey célébra son assemblée les 26, 27 et 28 avril, sous la direction de l'évêque Monseigneur Adolfo Rodríguez Herrera et avec la participation de quelques 80 représentants des églises. Le diocèse de Matanzas s'ajouta à la célébration des assemblées en deux sessions : du 11 au 13 mai, et du 24 au 26 mai 1985. L'assemblée réunit environ 80 délégués qui, sous la direction de l'évêque Monseigneur José Maximino Eusebio Domínguez y Rodríguez discutèrent des stratégies, des méthodes et des moyens proposés par le diocèse afin d'atteindre le renouveau du catholicisme cubain. La réunion de Matanzas compta sur la participation de représentants d'autres églises chrétiennes. Le diocèse d'Holguín organisa son assemblée entre le 21 et le 23 juin 1985. Les deux archidiocèses du pays

---

<sup>568</sup> Revue Vida, no 1091, Dimanche 16 juin, 1985.

célébraient leurs réunions, La Havane entre les 4 et le 7 de juillet et Santiago de Cuba, du 13 au 16 juin.

C'est dans ce contexte de préparation de la Rencontre ecclésiale cubaine que les premières réponses favorables de la part de l'État se produiront : en 1981, à la suite de la nomination de Monseigneur Jaime Ortega Alamino comme nouvel archevêque de La Havane, l'agence *Prensa Latina*, manifesta son intention de l'interviewer. À la célébration de consécration du nouvel évêque participera une délégation du gouvernement. Il est aussi significatif de mentionner qu'en 1984, lors d'une séance publique de l'Assemblée du Pouvoir populaire<sup>569</sup>, Fidel Castro fit les éloges du travail des religieuses dans les maisons des aînés. En 1985 aurait lieu l'acte de cordialité le plus important des dernières 20 années : l'Église catholique cubaine serait invitée à participer à la « Rencontre internationale sur la dette extérieure et le nouvel ordre mondial » qui se tiendra à La Havane entre le 30 juillet et le 3 août. Dans la rencontre internationale participèrent deux évêques, l'archevêque de La Havane, Monseigneur Jaime Ortega Alamino et l'évêque de Camagüey, Adolfo Rodríguez Herrera, et, en plus de cela, un autre prêtre et une religieuse furent invités. Ces trois événements revêtent une grande importance pour la préparation de la voie par où l'*aggiornamento* du catholicisme cubain devra passer.

L'entrevue à Monseigneur Jaime Ortega toucha les thèmes suivants : (1) les données biographiques de l'évêque et la signification personnelle de sa nomination comme archevêque; (2) les relations entre l'Église et l'État cubain, ainsi que les projections futures; (3) la situation de la liberté de cultes au pays; (4) le rôle du christianisme dans la société; (5) le rôle de l'Église dans la lutte en faveur de la paix et (6) la possible visite à Cuba du pape Jean-Paul II<sup>570</sup>. Le deuxième événement, l'invitation à la rencontre sur la dette extérieure, consistait en une série de conférences avec des invités internationaux dans le but de débattre du large spectre de conséquences causées par l'endettement des pays pauvres, de prendre conscience de ce phénomène sociopolitique dévastateur et d'élaborer des stratégies depuis la gauche latino-américaine.

---

<sup>569</sup> Le gouvernement central dirige les provinces et les territoires à l'aide des Assemblées de pouvoir populaire, qui à leur tour sont formées par des représentants du peuple, élus, du moins théoriquement, de manière démocratique.

<sup>570</sup> « Note envoyée par Ana María Ruiz, chef de la section de rédaction nationale à Monseigneur Jaime Ortega Alamino, archevêque de La Havane, le 26 décembre 1981 », Secretariado general de obispos católicos de Cuba, *La voz de la iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, obra nacional de la Buena Prensa, 1995, p. 232 – 237.

Concernant l'entrevue accordée à *Prensa Latina*, elle fut un moment idéal pour l'archevêque récemment élu de clarifier certains concepts clefs pour le bon fonctionnement de l'Église dans la société. En reconnaissant la responsabilité d'avoir été nommé pour le siège métropolitain de La Havane, le diocèse le plus grand du pays, l'évêque remet en question, à l'aide d'un langage raffiné, quelques-uns des concepts utilisés par le gouvernement dans le domaine des relations Église-État. Ainsi, Jaime Ortega dira que le concept d'Église ne doit pas être réduit à la hiérarchie de l'institution. L'Église est l'ensemble du peuple de Dieu, composé, certes, par la hiérarchie, mais aussi par des ouvriers, des professionnels, des étudiants, etc. Dès lors, la globalité des relations Église catholique-État est plus que la relation hiérarchie catholique-État. Par rapport à la liberté de culte, Monseigneur Jaime Ortega affirmait sereinement la pertinence de l'emploi du terme « Liberté de conscience » au détriment de Liberté de culte, car :

Parfois, lorsqu'on parle de liberté de culte, on a la tendance à penser que la liberté religieuse peut être réduite au fait de maintenir les temples ouverts et de s'y rendre individuellement ou collectivement. La liberté de conscience signifie que le croyant peut être identifié comme tel, dans et hors de l'exercice du culte [...]<sup>571</sup>.

Sur l'épineux sujet de la participation des chrétiens dans la société, l'évêque dira que, en suivant les enseignements de la Constitution *Gaudium et spes* et de l'évangile même, la participation des chrétiens dans la société est un devoir. Par contre, dans la société cubaine le préjugé créé envers les croyants est l'un des obstacles principaux à l'intégration sociale des chrétiens.

En somme, l'entrevue, courte et succincte, eut un caractère pastoral-pédagogique. L'évêque, à l'aide d'un vocabulaire simple et intelligible, ne fit ni de décharges de haine, ni d'accusations. Au contraire, il montra l'image d'une Église conciliatrice, d'une église désireuse de s'insérer dans la société pour la servir, d'une Église qui réclame un espace social. En même temps, l'audience eut l'opportunité d'entendre ce que l'Église pensait d'elle-même sans intermédiaires entre elle et la société. Malheureusement, et nous devons y voir une stratégie de désinformation, *Prensa Latina*, à l'époque, était un journal internationale, c'est-à-dire que le principal

---

<sup>571</sup> Conferencia de Obispos Católicos de Cuba, « Comunicado de la conferencia episcopal de cuba », dans *La voz de la Iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, México, DF, Obra nacional de la Buena prensa, 1995, Secretariado general de obispos católicos de Cuba, p. 232–237.

récepteur de message, le peuple cubain, encore une fois se vit privé d'entendre la voix de l'Église.

Par rapport à la rencontre internationale sur la dette extérieure, celle-ci fut une belle opportunité pour le catholicisme cubain d'enrichir sa vision et son interprétation sur le fait social. En ce sens, nous devons suivre de près les conclusions tirées de la rencontre par Monseigneur Adolfo Rodríguez Herrera, évêque de Camagüey.

En gros, la Rencontre sur la dette extérieure inspira chez l'évêque de Camagüey, participant à la rencontre, une réflexion contenant l'analyse de la situation politico-économique et ses conséquences sociales dans le contexte latino-américain. Selon lui, plusieurs représentants du monde politique, économique, artistique et religieux provenant d'Amérique Latine et d'autres régions du monde y participèrent. Plus de 100 religieux participèrent à la réunion, dont certains « eurent des sereines manifestations de leur foi chrétienne »<sup>572</sup>. Dans sa réflexion, Monseigneur Adolfo Rodríguez, reconnaît que l'Église « n'est pas maîtresse d'économie, elle n'a pas de compétence dans ce terrain ». Par contre cela ne doit pas être une justification pour se maintenir à distance de ceux qui souffrent à cause des conséquences morales et sociales de la situation économique.

C'est là justement où la mission, l'intérêt et le souci de l'Église se situent, et nous devrions ajouter la responsabilité et la compétence de l'Église. Il n'est pas étonnant que la voix de l'Église, concernant quelques-uns de ces trois sujets de la Rencontre de La Havane ou concernant les trois thèmes en même temps, remonte à très longtemps [...]. Le magistère officiel de l'Église leva alors sa voix non pour conseiller aux pauvres la conformité avec sa pauvreté, ni aux riches la conformité avec la richesse, mais pour dénoncer les causes injustes et pour annoncer les activités évangéliques pouvant éviter les conséquences<sup>573</sup>.

À notre avis, l'invitation à participer à cette Rencontre sur la dette extérieure est une question ayant plusieurs interprétations. D'un côté, il y a le contexte. L'Église, dans un acte de maturité spirituelle, avait compris le besoin de se réconcilier avec son contexte et de l'accepter afin de devenir plus effective, et pour y parvenir elle devait se montrer ouverte et dialoguante. En invitant les fonctionnaires du gouvernement aux

---

<sup>572</sup> Conférence épiscopale cubaine, *Communication des évêques catholiques de Cuba pour être lue à tous les fidèles des diocèses*, datée le 27 août 1985.

<sup>573</sup> « Certaines orientations du magistère ecclésiastique concernant la dette extérieure et le nouvel ordre mondial », Revue *Vida*, octobre 13, 1985, no 1108.

réunions diocésaines dans le cadre de la REC, l'Église avait mis la première pierre pour construire le chemin de la détente. Ces actions, chez un gouvernement très préoccupé (et occupé) par son image extérieure face à une Amérique latine où une partie de l'Église admirait l'œuvre communiste, obligea le gouvernement à la réciprocité. Une invitation à une réunion où on ne parlerait pas des questions nationales, mais d'une affaire étrangère, serait une bonne opportunité pour être courtois. De l'autre côté, on pourrait penser que, en invitant d'autres religieux du sous-continent, le gouvernement forçait une rencontre entre le clergé cubain, jugé conservateur, et des religieux dits progressistes, et ce, dans le but d'encourager un dialogue visant à changer ou, du moins, à faire bouger la pensée du clergé cubain. Si le premier raisonnement était le bon, alors le gouvernement y perdait une bonne opportunité de prendre le chemin du dialogue sérieux et de la réconciliation avec une institution dont les racines plongent profondément dans la société cubaine. En outre, ce dégel Église-État pouvait être le point de départ dans le long chemin de la réconciliation d'un peuple extrêmement divisé et polarisé par des idées et sentiments politiques. Si le deuxième raisonnement est le bon, alors, le catholicisme cubain, de plus en plus sûr de sa mission, ne se laissa pas séduire par l'appât politique. En vain fut l'effort du gouvernement. L'évêque de Camagüey, dans la réflexion ci-haut citée, dira :

L'Église n'est pas maîtresse d'économie, elle n'a pas de compétence dans ce terrain, ce n'est pas la mission que Jésus lui confia : elle n'est pas non plus la seule responsable de la justice dans le monde. Concevoir des politiques et des programmes économiques n'est pas sa tâche ; il ne correspond pas à l'Église de supprimer d'un trait de plume le Fond monétaire international, ni de légiférer sur les exportations et les importations d'un pays donné, ni de fermer la Banque mondiale et renvoyer ses employés, ni de fixer les prix des matières premières et des produits élaborés. Jésus n'est pas le porteur d'une liste circonstancielle de solutions concrètes applicables à chaque situation concrète, mais d'un évangile d'activités morales applicables à chaque situation concrète chez l'homme<sup>574</sup>.

Plus loin, Monseigneur Adolfo Rodríguez évoque et souligne, en s'appuyant sur un récit historique, l'importance et la validité de la Doctrine sociale de l'Église pour bien acheminer la solution des problèmes sociaux traités par les participants de la Rencontre. Dans son parcours historique, il s'arrête au Concile Vatican II pour mettre

---

<sup>574</sup> Conferencia episcopal cubana, « Comunicación de los obispos de Cuba », datée le 27 août 1985, brochure dactylographiée, évêché de Santa Clara.

en lumière les enseignements de la Constitution *Gaudium et Spes*, à l'égard de la situation économique dans certaines régions du monde et ses conséquences sociales. La réflexion de l'évêque de Camagüey fut reconnue par la Conférence des évêques comme le sentiment général des évêques cubains. La participation des évêques cubains à la Rencontre sur la dette extérieure fut un bon moment pour que le catholicisme de réaffirmer son engagement envers la libération intégrale de l'être humain, mais aussi pour rappeler l'ordre hiérarchique des éléments qui composent la mission reçue de la part de DIEU.

Finalement, les éloges de Fidel Castro à l'endroit du travail des religieuses dans le service social et l'attention dans le nombre très réduit de maisons d'ânés montrent, au dire de Paul VI dans l'encyclique *ecclesiam suam*<sup>575</sup>, le silence qui parle, le témoignage d'amour aux autres qui ne peut pas être effacé. Même dans des conditions aussi défavorables et sans les ressources de jadis, le catholicisme cubain ne cessait pas de faire son travail. Or, revenons en arrière pour analyser les sujets les plus importants débattus par les diocèses cubains pendant la REC.

#### **4.5 La Rencontre ecclésiale cubaine, l'*aggiornamento* du catholicisme cubain**

Comme nous l'avons déjà observé, la Réflexion ecclésiale cubaine ne serait pas une fin en soi, mais un arrêt nécessaire sur le chemin de l'*aggiornamento* du catholicisme cubain. Les sujets débattus et les nombreuses suggestions faites par les diocèses pendant les séances de la REC seraient utilisés dans le dessin d'un programme pastoral adapté à la société cubaine.

Au mois d'août 1985, l'archevêché de La Havane fut le siège de la réunion de la Commission de rédaction du document de travail de la Rencontre ecclésiale nationale Cubaine (*Encuentro eclesial nacional Cubano, ENEC*). La Commission de rédaction fut chargée de synthétiser les contributions des églises, déterminer la structure et le contenu du document final, le style et le genre littéraire à suivre. À la suite d'une minutieuse étude faite par la Commission centrale, le document fut approuvé. Ainsi s'ouvraient les portes de la Rencontre ecclésiale nationale cubaine, « l'événement

---

<sup>575</sup> Paul VI, *Ecclesiam suam* lettre encyclique du souverain pontife Paul VI à nos vénérables frères patriarches, primats, archevêques évêques et autres ordinaires, en paix et communion avec le siège apostolique, au clergé et aux fidèles de l'univers, ainsi qu'à tous les hommes de bonne volonté, 107. L'encyclique peut être lue sur le site [http://w2.vatican.va/content/paul-vi/fr/encyclicals/documents/hf\\_p-vi\\_enc\\_06081964\\_ecclesiam.html](http://w2.vatican.va/content/paul-vi/fr/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_06081964_ecclesiam.html) (consulté le 08 janvier 2017).

ecclésial et ecclésiologique le plus important de toute l'histoire de l'Église à Cuba », au dire du prêtre Antonio Rodríguez Díaz<sup>576</sup>.

Le Rencontre ecclésiale nationale cubaine eut lieu du 17 au 23 février 1986. Vingt-sept ans après l'établissement du gouvernement communiste et 20 ans après la clôture du deuxième concile de la modernité et du premier de la mondialisation, l'Église cubaine ouvrit les portes de l'*aggiornamento*.

Avant de passer à l'analyse théologico-ecclésiologique de l'ENEC, certains aspects méthodologiques doivent être exposés. La Rencontre ecclésiale se veut théoriquement double héritière. D'un côté elle se réclame d'une phase particulière de l'*aggiornamento* général vécu par le catholicisme à la suite du Concile Vatican II, mais de l'autre côté, elle prétend s'insérer dans les processus de mise à jour entamés au sein du CELAM. Par contre, il nous reste une interrogation : étant donné que l'ENEC tient de l'écart existant entre Cuba et le reste d'Amérique Latine, comment s'insère l'*aggiornamento* du catholicisme cubain dans le renouveau mené par le CELAM ?

Ici il faut distinguer entre une question de principe et le souci de ne pas entrer en conflit avec les autres évêchés latino-américains. La question de principe réside dans le fait selon lequel les conférences générales du CELAM, elles aussi comme particularisation d'un processus plus vaste de réception dont elles font partie, lancent un appel à briser l'immobilisme social et à s'insérer de manière active dans l'édification de la société<sup>577</sup>. Or, les deux conférences célébrées jusqu'alors dans le cadre du vaste processus d'*aggiornamento* subcontinental (Medellin et Puebla) n'offrent pas de dispositions spécifiques pour y parvenir. Dans les deux conférences, deux principes restent clairs: (1) il revient à chaque diocèse et paroisse de choisir tant les méthodes que les actions dans le but d'atteindre un *aggiornamento* effectif et (2) la première mission de l'Église est l'évangélisation, ici l'Église ne doit pas renverser l'ordre des priorités dans la quête d'un *aggiornamento* effectif, si attractif soit-il. En ce sens, l'ENEC n'abandonne pas la voie ouverte par le CELAM, les deux principes

---

<sup>576</sup> Antonio Rodríguez Díaz, *El ENEC, una llamada a la encarnación*, dans revue *Vida y Verdad*, Publication de l'Union catholique de presse de Cuba, 2005, p. 15.

<sup>577</sup> Voir Document de Medellin, chapitre III, Projections de la pastorale sociale et Document de Puebla, Chapitre IV Tendances actuelles et évangélisation future. [[http://www.diocese-braga.pt/catequese/sim/biblioteca/publicacoes\\_online/91/medellin.pdf](http://www.diocese-braga.pt/catequese/sim/biblioteca/publicacoes_online/91/medellin.pdf)] (consulté le 23 janvier 2017).

deviennent valides dans le contexte de l'*aggiornamento* dans sa phase cubaine. L'Église cubaine ne peut, ni prévaut demeurer immobile au milieu d'une société qui bouge, qui avance comme déboussolée vers un destin incertain, et l'histoire le confirmera par la suite. L'Église ne veut pas non plus rivaliser avec l'État en assumant des fonctions politiques qui ne font pas partie de sa mission, telle que la direction de la société. Elle ne veut qu'accompagner la société en lui offrant son trésor plus précieux, l'évangile. L'autre principe, les méthodes, elle devra les chercher en explorant les manières de pénétrer la société.

La question du souci de ne pas entrer en conflit avec les autres évêchés latino-américains qui relie l'ENEC au CELAM, concerne la position de la Conférence des évêques catholiques de Cuba au sein du CELAM. À l'époque, la Conférence épiscopale la plus large du monde était l'épicentre de l'un des plus embarrassants débats théologiques de la modernité. L'orientation et l'engagement politique de certains théologiens, prêtres, paroisses et diocèses du sous-continent, produisirent une réflexion théologique menaçant la mission de l'Église dans cette région. Autrement dit, l'arrivée de la théologie de la libération sur la scène ecclésiale latino-américaine risquait de rompre l'unité et la stabilité de l'Église. Ce phénomène dut attirer l'attention de Rome. Dans la Première et la seconde conférence de l'épiscopat latino-américain, tant les documents officiels du CELAM que les interventions des papes en place, durent assumer un discours très clarificateur sur le rôle et la place du social dans la mission de l'Église. Cette préoccupation de décanter la mission de l'Église de toute œuvre visant à la libération purement sociale, se prolongea au-delà de Puebla. Les deux instructions sur la Théologie de la libération rédigées par la Congrégation pour la doctrine de la foi, *Libertus nuntius* (1984) et *Libertatis conscientia* (1987) témoignent de la préoccupation suscitée par ces courants théologiques au cours des 70 et 80.

L'Épiscopat cubain, le seul du continent ayant eu l'expérience de vivre sous un régime communiste, ne pourra jamais être accusé d'avoir participé aux controverses théologiques autour des théologies de la libération, non plus pour avoir attisé les schismes théologiques des années 70 et 80. Les évêques cubains, possesseurs des arguments les plus solides pour remettre en question les courants théologico-politiques de gauche, quelques-unes inspirées de l'exemple de la révolution cubaine,

maintinrent toujours une certaine distance avec ces débats brûlants. Les expériences de l'Épiscopat cubain furent employées au profit de l'Église, et non pour attiser la discorde.

La grande célébration de l'ENEC eut lieu entre les 17 et le 23 février 1986 à la Maison sacerdotale « Félix Varela » à La Havane, une semaine de travail intense où le catholicisme cubain redéfinit la stratégie pastorale à suivre pour accomplir le grand commandement du Seigneur selon les besoins et les caractéristiques propres de la société cubaine. L'événement réunit des archevêques et des évêques, prêtres, religieux, religieuses, laïcs et fidèles venus en tant que représentants de tous les catholiques du pays, en somme 173 participants. En plus de cela, parmi les invités il y avait une petite représentation de frères provenant d'autres dénominations chrétiennes et des autorités politiques, notamment de la capitale. Parmi ceux venus d'ailleurs, il est important de souligner la présence du représentant du pape, le Cardinal Argentin, Eduardo Pironio, à l'époque le Président du conseil pour les laïcs; le secrétaire général du CELAM, Monseigneur Darío Castellón, évêque de Pereira, Colombie; le prêtre Monseigneur Einaudi, parmi d'autres invités reconnus.

L'ouverture de l'événement eut deux moments significatifs : la lecture d'une lettre envoyée par le pape, et le discours par lequel la rencontre était officiellement inaugurée. Dans le premier document, le pape assurait avoir lu attentivement le document de travail, dont il attendait qu'il donnât un nouvel élan à la rénovation de l'Église. À son tour, le pontife reconnaissait dans la rencontre de l'Église cubaine un fruit significatif et concret du concile Vatican II. Finalement, le pape offrait sa bénédiction à l'Église cubaine dont il espérait que, « illuminée par le Saint-Esprit, (l'Église) s'insère dans le renouveau qui secoue l'Église universelle »<sup>578</sup>.

Un élément plus révélateur que les mots du pape, serait le discours prononcé par Monseigneur Adolfo Rodríguez, alors le Président de la conférence des évêques catholiques de Cuba, participant actif aux séances de la Réflexion ecclésiale cubaine et pasteur très connaisseur de la réalité complexe de l'île. Le discours de Monseigneur Adolfo, qui part de la reconnaissance de l'unité des croyants catholiques cubains,

---

<sup>578</sup> Jean-Paul II *Message l'occasion de la Rencontre nationale ecclésiale cubaine*, [[https://w2.vatican.va/content/john-paul-ii/es/speeches/1986/february/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19860211\\_encuentro-cubano.html](https://w2.vatican.va/content/john-paul-ii/es/speeches/1986/february/documents/hf_jp-ii_spe_19860211_encuentro-cubano.html)] (consulté le 2 janvier 2017).

connut deux moments fondamentaux : l'un, quand l'évêque déclara que l'ENEC ne voulait pas être un document parmi d'autres produits par l'Église tout au long de son histoire. L'ENEC deviendrait une réalité lorsque son esprit pénétrerait le cœur de l'Église, sa vie ses institutions et ses personnes. L'ENEC voulait être la conscience réflexive de l'Église cubaine. L'autre moment mémorable est quand l'évêque révéla trois clefs de l'Église cubaine accordées dans les assemblées diocésaines et paroissiales : (1) une Église qui veut être missionnaire, (2) une Église qui veut être signe de communion et (3) une Église qui veut être incarnée. Par ces deux mots, l'ENEC était inaugurée.

Comme nous l'avons déjà exposé, nous assumons en tant que principe pour notre recherche la réflexion faite par le professeur Gilles Routhier dans l'ouvrage « La réception d'un concile » lorsque, en réfléchissant sur la périodisation du concile Vatican II, il note que :

La réception devient le processus par lequel un énoncé s'infiltré et prend corps dans l'épaisseur de la vie ecclésiale. Elle n'est pas simplement un rapport déclaratoire concernant les textes publiés, mais elle inscrit dans la chair du corps de Christ, qu'est l'Église, la vie nouvelle dont est porteuse la sève conciliaire<sup>579</sup>.

Cette réflexion, qui fait partie d'une tentative d'élaboration d'une méthodologie pour s'approcher de l'étude de la réception du Vatican II, suggère que le processus de réception se produit en deux étapes : l'étape kérygmatisque et l'étape de la réception au niveau de la pratique. Ce dernier est le moment où les enseignements pénètrent dans la chair et la vie du corps ecclésial et les changements projetés dans les documents prennent vie. C'est pour cette raison que la réception pratique devient en même temps un moment réel de la réception et un élément de vérification et de validation du projet planifié dans le document. Ainsi, l'analyse de l'ENEC doit forcément passer par un double examen : l'ENEC à travers les documents qu'elle a produits, sans laisser de côté l'ENEC dans la praxis de l'Église.

---

<sup>579</sup> Gilles Routhier, *La réception d'un concile*, Paris, Les Éditions du cerf, 1993, p. 92.